



## Tous à Paris le 19 octobre : manif nationale !

### L' EDUCATION EST NOTRE AVENIR : PAS SANS VOUS !

UNSA Education, SGEN-CFDT, FAEN, FSU, FCPE, UNEF, UNL, CRAP.

Notre pays a cette chance extraordinaire de disposer d'un grand service public laïque d'éducation. Il traduit notre choix républicain d'une société où tous les citoyens vivent ensemble. Mais imagine-t-on ce que deviendrait ce principe, sans ce tour de force de l'accueil de tous les jeunes, sans distinction, réalisé quotidiennement par notre Ecole ?

Cette Ecole publique, que nous aimons pour ses réussites incontestables, rencontre aussi des difficultés. C'est pourquoi nous souhaitons passionnément qu'elle évolue et se transforme pour s'acquitter vraiment de sa mission démocratique : faire réussir tous les jeunes, pas seulement les plus favorisés ou les plus « méritants ».

Pour nous, ce débat et cet effort concernent tous les citoyens car, à travers l'avenir de la jeunesse, c'est celui du pays qui se joue.

Or, en lieu et place de ce que devrait nécessiter cette grande cause nationale, rassemblant largement les citoyens, à quoi assistons-nous ? Au spectacle d'une politique gouvernementale qui, au-delà des habillages, ne voit dans l'éducation qu'un moyen d'économiser. Plus que tout discours, la préparation du budget 2009 en est la démonstration : 13500 suppressions d'emplois programmées, soit, dans le cadre triennal dans lequel ce budget s'inscrit, plus de 40 000 postes promis à disparition sur les 3 ans, à rajouter aux 11 200 suppressions de cette année !

Tout n'est sans doute pas question que de postes en matière éducative, mais nous affirmons que rien ne pourra se faire dans cet acharnement d'un « toujours moins de postes » ! Rien ne pourra davantage se faire avec des réformes à marche forcée encore moins lorsqu'elles aboutissent à de vraies régressions. Rien ne pourra se faire non plus si l'Etat ne cesse de se désengager de ses missions, déléguant hors de l'école ce qu'elle doit assurer pour tous.

Aussi, nous poussons aujourd'hui un cri d'alerte : cette politique va détériorer sur le long terme le service public d'Education. Elle porte tous les ingrédients pour que se développe une école à deux vitesses dans une société minée par les injustices et les inégalités.

De ce projet, nous ne voulons pas ! Nous voulons une politique éducative ambitieuse faisant avancer notre Ecole publique en mettant au cœur la réussite de tous les jeunes. Nous voulons pour cela d'autres choix.

Nous en appelons à toutes celles et tous ceux qui pensent que l'éducation est une richesse pour notre pays, que l'avenir se joue aujourd'hui, à toutes celles et tous ceux qui refusent que la politique suivie n'entraîne, pour de nombreuses années, le service public d'éducation dans l'affaiblissement.

Quelle place veut-on donner à l'éducation dans notre pays ? Quel citoyen veut-on préparer ? Nous n'acceptons pas que la société découvre a posteriori qu'on aurait répondu à sa place, en catimini, à ces questions fondamentales !

Les organisations organisent les moyens de transport : n'hésitez pas : inscrivez-vous !!

Nom :

Prénom :

Participera à la manif du 19 octobre

ne montera pas à Paris mais versera la somme de :

**SNUipp 46** 80, Rue des Jardiniers 46000 Cahors ☎05 65 22 12 79 📠05 65 22 15 28  
<http://46.snuipp.fr> mel: [snu46@snuipp.fr](mailto:snu46@snuipp.fr) Directeur de la publication : Yves Mespoullhé -Fontgrumel - 46220  
 Prayssac Imprimé par nos soins Prix 0,50 € N° ISSN :1241-3542 N° CPPAP : 0407 s 07301

N°67 suppl 1 sept 2008 trimestriel

Déposé le 17 sept 2008

## IL FAUT LES ARRETER

Le rapport final de la mission d'audit sur la RGPP dans la l'Education Nationale remis au Ministre et non publié à ce jour décrit le « scénario » suivant :

Pour supprimer 93 000 postes d'ici cinq ans, les "experts" proposent dans le premier degré de :

1. réduire la scolarisation des 2 ans ;
2. réduire les taux d'encadrement en préélémentaire ;
3. réduire le redoublement en élémentaire ;
4. supprimer les réseaux d'aide et de soutien et redéployer une partie des personnels concernés dans les écoles relevant de l'éducation prioritaire ;
5. gérer l'affectation et le service des professeurs sur le groupe d'écoles ;
6. optimiser le remplacement et les décharges de service.

Le plan ministériel se met en route :

- propos du ministre à propos du recrutement pour la maternelle : *Est-ce qu'il est vraiment logique, alors que nous sommes si soucieux de la bonne utilisation des crédits de l'Etat, que nous fassions passer des concours à bac+5 à des personnes dont la fonction va être essentiellement de faire faire des siestes à des enfants ou de leur changer les couches ?*
- Propos d'un ancien ministre au sujet des RASED : (voir page 2)
- Loi sur le service minimum et le remplacement

Comme les pièces d'un puzzle, tout commence à s'emboîter. Il est tant de se mobiliser.

**Les journées du 7 octobre et le du 19 octobre sont le commencement de la riposte. ( voir ci dessous et dernière page)**

**Le 07 octobre 2008**, les organisations CFDT, CFE-CGC, CGT, FSU, Solidaires et UNSA appellent les salariés à participer massivement à la journée d'action syndicale mondiale pour le travail décent à l'initiative de la CSI. Une mobilisation d'ampleur est nécessaire pour promouvoir dans le monde les libertés et la solidarité, avec la volonté de faire reculer la précarité et la pauvreté. Dans notre pays, ce sera l'occasion pour les salariés dans toutes les professions et sur tout le territoire d'affirmer l'exigence d'emplois de qualité pour toutes et tous, de salaires revalorisés, d'amélioration des conditions et de la durée du travail respectant la santé et la dignité des personnes, d'une protection sociale et de retraite garantie et de haut niveau, des services publics efficaces et contribuant à la cohésion sociale. Le 07 octobre donnera lieu à des initiatives sur l'ensemble du pays (rassemblements, manifestations, actions ciblées...) (précisions des actions sur le site)



### Sommaire

Page 1 : Il faut les arrêter  
 Page 2 et 3 : Service minimum d'accueil ; RASED ou pas RASED ; Base Elèves: on continue ; Les programmes ou le défi impossible  
 Page 4 : Tous à Paris le 19 octobre, manif nationale



## ► Service minimum

Cet été, profitant des vacances, le gouvernement a fait voter le Service Minimum d'Accueil ( SMA).

**Cette loi porte gravement atteinte au droit de grève en instituant l'obligation de se déclarer gréviste à l'avance :** « ...toute personne exerçant des fonctions d'enseignement dans une école maternelle ou élémentaire publique déclare à l'autorité administrative, au moins quarante-huit heures, comprenant au moins un jour ouvré, avant de participer à la grève, son intention d'y prendre part. »

Cette loi est d'autant plus mal perçue dans les écoles que nous prenons la peine de prévenir systématiquement les familles. Malgré le côté particulièrement populaire-populiste ? - de la mesure, les parents ne sont pas dupes de la manœuvre et ils font bien la différence entre scolarisation et garde-rie .

**C'est aussi une attaque à l'arme lourde contre le service public d'éducation puisqu'elle substitue l'obligation scolaire d'enseignement par une simple obligation d'accueil.**

La loi prévoit : « *Tout enfant scolarisé dans une école maternelle ou élémentaire publique ou privée sous contrat est accueilli pendant le temps scolaire pour y suivre les enseignements prévus par les programmes. Il bénéficie gratuitement d'un service d'accueil lorsque ces enseignements ne peuvent lui être délivrés en de l'absence imprévisible de son professeur et de l'impossibilité de le remplacer. Il en est de même en cas de grève ...* »

Cela veut tout simplement dire que les professeurs absents ne seront pas automatiquement remplacés. Cela s'appelle gérer la pénurie des remplaçants, et faire des titulaires mobiles un futur réservoir de postes pour les coupes sombres d'effectifs prévues par les futurs budgets..

## ► RASED ou pas RASED ?

Depuis plusieurs mois, les motifs d'inquiétude concernant les RASED se font plus précis : diminution des départs en stages dans un certain nombre de départements, déclarations à l'emporte-pièce d'inspecteurs d'académie ou celle, plus récente, d'un ancien ministre de l'éducation (\*), jusqu'à l'absence de toute référence à ce dispositif dans le « guide des parents d'élèves », distribué à cette rentrée.

A cela s'ajoute la question de leur place et de leurs missions, avec la mise en oeuvre des 60 heures d'aides personnalisées pour les élèves en difficulté, et les risques de confusion que cela entraîne.

### Préserver et développer les RASED

Le SNUipp a pris l'initiative, dès le mois de février dernier, de s'adresser en commun avec les SGEN et le SE au Ministre de l'éducation Nationale, pour lui demander de dévoiler ses projets concernant les réseaux d'aides. Dans la foulée, syndicats de l'éducation, associations de parents et associations professionnelles (FNAREN, FNAME, AFPEN...) rendaient publique une lettre ouverte au ministre pour « maintenir et renforcer les aides spécialisées de l'Education Nationale ».

**Devant les attaques répétées, une autre lettre commune en direction des parents est en préparation. Elle sera disponible sur <http://46.snuipp.fr> dès sa parution.**

(\*) :Justement les 2 heures pour les élèves en difficulté ça permet de supprimer les rased. C'est à dire les réseaux d'aide et de soutien dans les départements et cela fait économiser 8000 postes. Il faut quand même le savoir c'est un point très important . C'est ça l'enjeu de cette réduction. Outre le fait qu'évidemment cela fait plaisir aux parents, aux élèves et aux professeurs. Vous avez là si vous voulez un avantage politique, une réduction des coûts budgétaires... Voilà moi je défends les choses ... Luc Ferry, penseur, sur Europe 1 .

## ► Base Elèves : on continue

La suppression de certains champs du fichier, l'obtention d'une clé de cryptage sont à mettre à l'actif de la lutte acharnée de collègues, de parents, de maires, de citoyens contre ce fichier. Il reste encore un effort à faire. Notre ministre estime que Base Elèves ne contient plus rien, que c'est une coquille vide. Alors chiche Monsieur le Ministre, retirons ce fichier qui est devenu inutile.

De notre côté, nous n'abandonnerons pas. Le collectif lotois pour le retrait de Base Elèves s'est réuni et a décidé de lancer la solidarité financière . A l'heure actuelle 7 directeurs nous ont fait savoir que durant l'été 1/30<sup>ième</sup> de leur salaire du mois d'août leur avait été retiré.

La mobilisation déborde du cadre des enseignants. Lors d'une réunion à Livernon, des parents, des maires de ce secteur ont décidé de rentrer en résistance contre ce fichier. Distribution de tracts, lettre à l'IA, sensibilisation des élus vont être proposés sur ce secteur.

**En solidarité financière, pour aider les directeur(trice)s sanctionné(e)s je verse la somme de : euros,**

**Chèque à l'ordre de SNUipp 46 ( avec au dos: la mention solidarité financière Base Elèves)**

## ► Les programmes ou le défi impossible.

**Le professeur Hubert Montagner s'exprime sur les programmes et la nouvelle semaine scolaire.**

« Il est physiologiquement et psychologiquement impossible qu'une journée de six heures de temps encore plus contraint par les exigences accrues des « fondamentaux » permette aux enfants de 2008-2009 d'être suffisamment réceptifs, lucides et disponibles, et ainsi bien comprendre et apprendre ». Il continue : C'est la quasi-certitude que les enfants-élèves seront encore plus fatigués, stressés, démotivés, «en désamour pour l'école», culpabilisés, en déficit de confiance en eux-mêmes et dans autrui, insécurisés.

Il dénonce les « décisions simplistes et irresponsables du ministre de l'Education Nationale en matière de temps scolaire » et parle d'une « nouvelle forme de maltraitance [qui] s'installe. »

Les dérives de l'école, son fonctionnement, déshumanisé et ses responsabilités dans l'amplification des inégalités sociales, sont particulièrement révélés par les décisions ministérielles de réduire la durée de la semaine scolaire en instituant la semaine de quatre jours et d'augmenter sans discernement le poids quotidien des « matières » dites fondamentales (les « fondamentaux »).

Il rappelle que la durée de la journée scolaire à l'école primaire française est la plus longue du monde : « 6 h de temps contraints ( 5h 30 de temps pédagogique et 30 mn de récréation), y compris pour les enfants de l'école maternelle. . Elle est particulièrement épuisante, anxiogène et démotivante pour les enfants en difficulté. »

« La neurobiologie a mis en évidence à tous les âges une «dépression» de la vigilance corticale (du cerveau) au moment de 13h -14h. Indépendante des entrées alimentaires du déjeuner, elle s'inscrit dans un rythme circadien. C'est en effet un phénomène biologique qui se reproduit à l'identique toutes les 24 heures environ. Le moment de la «dépression corticale» se caractérise logiquement par une diminution de la vigilance comportementale ... et ne se prête donc pas à une forte mobilisation des capacités d'attention et des ressources intellectuelles. Pourtant, il a été envisagé par le Ministère de l'Education Nationale que le moment de 13h à 14h puisse être réservé au soutien scolaire. »

Il parle de défi impossible pour les enseignants qui devront faire en quatre jours ce qu'ils faisaient en quatre jours et demi lorsque le samedi matin était scolarisé (les trois heures du samedi matin ont «disparu» des annonces ministérielles). En outre, pour être en conformité avec les nouveaux programmes, les enseignants devront consacrer chaque jour plus de temps aux apprentissages explicites et formels des «fondamentaux», c'est-à-dire augmenter la fréquence et/ou la durée des situations dans lesquelles tous les enfants devront mobiliser leur vigilance, leur attention et leurs ressources intellectuelles pour apprendre à maîtriser le langage oral, la lecture, l'écriture, le calcul ou les mathématiques ... Y compris ceux qui sont en déficit de vigilance, d'attention, de réceptivité et de disponibilité, en particulier les enfants dits en échec scolaire. »

( le texte en entier : [http://www.meirieu.com/FORUM/montagner\\_temps\\_scolaire.pdf](http://www.meirieu.com/FORUM/montagner_temps_scolaire.pdf) )

## ► 60h : où en est-on ?

**Maternelle :** les enseignant(e)s de maternelle peuvent être amené(e)s à intervenir auprès des élèves de l'école élémentaire. **Pour le SNUipp cette disposition ne peut-être imposée aux équipes. Elle doit se faire sur la base du volontariat.**

**Directeur d'Ecole :** les quotités de décharges prélevées sur les 60h sont définies comme suit :  
3 et 4 classes : 10h ; 5 à 9 classes : 20h ; 10 à 13 classes : 30 h. **Pour le SNUipp ces quotités sont scandaleusement insuffisantes. Le Snuipp rappelle sa revendication de dégager totalement les direc-**

**teur(trice)s de ces 60h (voir le 4 pages sur <http://46.snuipp.fr/spip.php?article668>)**

**RASED :** Leur obligations de services ne sont pas modifiées. Ils continuent d'assurer 24h en présence des élèves. **Le SNUipp restera vigilant sur la situation**

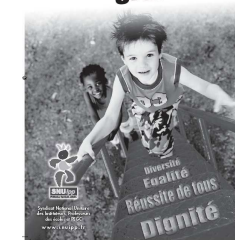
**CLIS :** Le SNUipp demande que les enseignants de CLIS puissent disposer de ce temps pour participer aux indispensables réunions de coordination, synthèse...

**TR :** les 60 h sont globalisées et utilisées en fonction du remplacement.

**Maitres formateurs :** Leurs obligations de service les dispensent de l'aide personnalisée. Ils peuvent; s'ils le souhaite effecteur des heures d'aides personnalisée rémunérées en heures supplémentaires.

**Le Snuipp est intervenu pour tous ces cas auprès de l'IA**

Notre échelle des valeurs ne sert pas à monter, mais à grandir.



GUIDE PRATIQUE



Sorties scolaires, sécurité responsabilité, protection de l'enfance Le SNUipp édite un nouveau guide, A demander auprès de la section.



Recueil de texte, réponses à vos principales questions, Kisaitou ou presque à commander à la section



Plus de 130 000 personnes et 790 organisations et associations ont déjà signé la pétition « Non à Edvige », s'opposant à l'établissement d'un fichier considéré comme liberticide. Le Conseil d'Etat aura à répondre aux nombreux recours courant décembre.

Pour signer : <http://www.snuipp.fr/spip.php?article5689>